

La carpette Véran ose : on a pris Mc Kinsey car on n'a pas assez de personnel !

écrit par Olivia Blanche | 29 novembre 2022



Le caniche a parlé bredouillé, pour défendre l'indéfendable... On n'avait pas le choix, et d'affirmer sans rire que les dirigeants n'auraient plus assez de conseillers, de spécialistes, de fonctionnaires pour les épauler, pour les aider...

Tu dis ça à une vache elle te donne un coup de pied.

La limite du nombre de collaborateurs du cabinet est variable, en 2021 elle est fixée à : quinze membres pour le cabinet d'un ministre ; treize membres pour le cabinet d'un ministre délégué ; huit membres pour le cabinet d'un secrétaire d'état

Selon une étude menée par [René Dosière](#), les conseillers ministériels touchaient 7 624 euros brut en moyenne en 2016. Cette année, à l'Intérieur, à la Défense et à l'Éducation nationale, certains collaborateurs étaient mieux rémunérés que leur ministre¹³.

Wikipedia

Le nombre de conseillers dans les cabinets ministériels a augmenté de 76 % en deux ans

Emmanuel Macron a échoué dans son objectif de réduire les cabinets pour contraindre les ministres à s'appuyer davantage sur leur administration

Article réservé aux abonnés

L'augmentation est impressionnante. Le nombre des conseillers des ministres est passé de 324 en 2019 à 570 en 2021. Soit une hausse de 76 % en deux ans. Après un début de quinquennat marqué par la frugalité, les cabinets ministériels sont aujourd'hui aussi fournis que ceux d'avant 2017.

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/10/13/augmentation-importante-du-nombre-de-conseillers-dans-les-cabinets->

Quoi d'autre, véreux Véran ?

«Je ne sais pas ce que c'est qu'une dérive ou un abus» : Véran prend le contrepied de Le Maire sur McKinsey

Le porte-parole du gouvernement Olivier Véran a contredit Bruno Le Maire, qui avait reconnu dimanche des «abus» et une «dérive» dans le recours des ministères aux cabinets de conseil.

Le porte-parole du gouvernement Olivier Véran a pris le contre-pied lundi du ministre de l'Économie [Bruno Le Maire](#) à propos des informations judiciaires ouvertes sur l'éventuel favoritisme dont aurait bénéficié le cabinet privé [McKinsey](#) sur des contrats publics, réfutant toute «dérive» ou «abus».

Bruno Le Maire avait reconnu dimanche des «abus» et une «dérive» dans le passé dans le recours important des ministères aux cabinets de conseil pour mener des politiques publiques. Deux informations judiciaires ont été ouvertes par la justice sur l'intervention des cabinets de conseil dans les campagnes électorales d'Emmanuel Macron en 2017 et 2022, pour tenter de savoir si ceux-ci n'auraient pas indûment été ensuite favorisés dans l'attribution de contrats publics.

À VOIR AUSSI – Affaire McKinsey: «Nous sommes allés trop loin», admet Bruno Le Maire

«On n'avait vraiment vraiment pas le choix»

«Je ne sais pas ce que c'est qu'une dérive ou un abus, je sais que quand j'ai eu besoin de rattraper l'Allemagne dans la campagne vaccinale (contre le Covid-19), j'ai fait appel à une entreprise qui venait de conseiller l'Allemagne dans l'élaboration des centres de vaccination», a déclaré M. Véran, qui a été ministre de la Santé entre février 2020 et mai 2022. Il a évoqué des procédés «qui sont super clairs et transparents» dans les attributions. «Ce n'est pas que je dis que je ne suis pas d'accord ou non» avec Bruno Le Maire, c'est que dans la crise Covid, «on n'avait vraiment vraiment pas le choix», a-t-il poursuivi.

À lire aussi [Guillaume Tabard: «McKinsey, politique ou judiciaire?»](#)

Rappelant le mot d'ordre du président Emmanuel Macron de «réduire la voilure sur les contrats passés avec les cabinets privés», il a regretté que l'État n'ait «plus les compétences suffisantes pour tout seul arriver à tout gérer». «Il y a eu les programmes de réduction des fonctionnaires dont certains présidents se sont fait les hérauts», a-t-il rappelé. À l'époque, «l'État a considéré que ce n'était plus à lui de garder des fonctionnaires (...) et qu'il passerait par du privé quand il en aurait besoin», a-t-il déploré.

https://www.lefigaro.fr/politique/mckinsey-je-ne-sais-pas-ce-que-c-est-qu-une-dérive-ou-un-abus-declare-olivier-veran-20221128?origine=VNE19001&utm_source=WM&utm_medium=email&utm_campaign=premium_edito_envoi-recrutement-welcoming_2021_article&utm_content=article_maquetteAga_source=VNE19001_edito-email-WM